



DEVELOPPEMENT DURABLE : Quelle direction va prendre l'Afrique après Rio+20 ?

Clément Klutsé, MBA
Expert en Energie renouvelable
13 juin 2012
Email : clement.klutse@laposte.net

Le sommet de Rio+20 sur le développement durable se tient au Brésil du 20 au 22 Juin 2012. Contribuera-t-il à faire pousser l'agenda des énergies renouvelables sur le continent africain ? Ou sera-t-il une fois encore un de ces moments de pures déclarations d'intention ?

1. Economie verte et réduction de la pauvreté

« L'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté » est le 1^{er} thème de la conférence des Nations Unies à Rio.

Lorsqu'il arrive de discuter avec certains européens ou d'autres occidentaux sur l'Afrique, la plupart se montre non seulement médusés mais souvent exaspérés. « *Qu'est-ce qui ne va pas avec l'Afrique ?* » Du point de vue de beaucoup d'entre eux, c'est le continent de toutes les contradictions et de la confusion par excellence, et pour cause.

Compréhensible sans doute ! Plus de 50 ans après les indépendances, peu sont ceux qui sont arrivés à sortir leur pays de la pauvreté malgré 500 Milliards de \$US injectés par les bailleurs de fonds dans l'aide au développement. En effet selon une étude récente du PNUD, près de 218 millions d'Africains, soit plus d'un sur quatre, restent sous-alimentés et plus de 55 millions d'enfants de moins de 5 ans, soit plus de 40 %, souffrent de malnutrition. Un pourcentage qui ne se retrouve nulle part ailleurs au monde. Cette situation est pour le moins des plus paradoxales pour un continent doté d'immenses ressources, mais qui continue de faire face à la faim et à la malnutrition.

2. L'Afrique, trop faible utilisation énergétique

Nombreuses sont les études qui en témoignent : La croissance économique et la consommation d'énergie sont liées : l'essor économique d'un pays est directement corrélé aux possibilités d'accès à l'énergie de ce pays. Dès lors, il devient difficile de comprendre pourquoi malgré l'énorme potentiel énergétique dont dispose le continent aussi bien au plan fossile que renouvelable (soleil, vent..), l'Afrique reste un continent de fractures énergétiques peu favorables à son développement.

Notons qu'avec 14% de la population mondiale, l'Afrique ne consomme que 3% de l'énergie utilisée dans le monde. Plus de 60 % de la population africaine n'a pas accès à l'énergie commerciale et doit se contenter de bois de feu. A terme, l'augmentation prévisible de la population et l'amélioration du niveau de vie entraîneront des besoins accrus en énergie. La



ville de Los Angeles, à elle seule, consomme la même quantité énergétique que tout le continent africain.

Ceci n'est pas un hasard. La cause profonde, on le sait touche à la gouvernance. Il n'y a sans doute pas de fatalité du sous-développement et on peut rappeler que dans les années 1960 le Sénégal avait le même niveau de richesse (produit national brut (PNB) par habitant) que Taïwan, la Côte d'Ivoire avait le même niveau que la Corée du Sud. Une bonne gouvernance publique passe notamment par une gestion efficace du secteur énergétique, des investissements importants, la mise en place d'une régulation respectée. Les gouvernements occidentaux l'ont compris.

Le Président Barack Obama, à sa prise de fonction en 2008, déclarait que c'est le pays qui gagnera la bataille énergétique qui dirigera le monde. Depuis la Chine est devenue grand fournisseur de technologie dans le solaire et dans l'éolienne mettant à mal les industries occidentales dans ce secteur. Elle entend bien se positionner comme leader mondial dans le domaine. L'Allemagne à travers des réformes politiques ambitieuses, mise sur les renouvelables à 100% d'ici 2050.

Qu'en est-il de l'Afrique ? Pour ce qui est de l'énergie solaire et selon les experts, l'Afrique dispose du potentiel mondial le plus important, mais qui tarde à être valorisé. Les études ont montré que l'énergie solaire en Afrique possède un potentiel quantitatif qui lui permettrait de couvrir la plus grande partie des besoins énergétiques. Cependant, le solaire a besoin d'être soutenu par nos états en supprimant par exemple les taxes sur les équipements solaires, et en encourageant à son utilisation. Malheureusement cependant, les gouvernements africains n'ont jusqu'ici démontré que peu de volonté de promouvoir ce secteur. Pour exemple, le Togo en 2010, investissait 209 millions \$US dans une centrale thermique que les autorités de ce pays exhibaient comme la solution à la crise énergétique dans ce pays. Toutefois, le coût du gaz ou du fuel lourd pour faire fonctionner cette centrale devient exorbitante avec des surfacturations importantes comme injustifiées. La même somme aurait suffi pour construire un parc solaire de plus grande capacité. Il y a des alternatives qui n'ont pas été discutées avec la société civile et la Diaspora togolaise.

3. Energies renouvelables et création d'emplois

Certains pays africains cependant commencent par comprendre l'importance de l'enjeu. La dernière visite du Président nigérian Jonathan Goodluck, en Allemagne va dans ce sens. Le président du géant pétrolier africain était, entre autres, à la recherche de partenariat et de transfert de technologie dans le secteur des énergies renouvelables. Le gouvernement rwandais pour sa part a déjà une longueur d'avance et entend accélérer le processus dans son pays.

Au-delà de tout ceci, le secteur des énergies vertes est aussi une formidable machine de création d'emplois. En effet, ce secteur devrait créer 60 millions d'emplois d'ici 2030. Déjà on note des investissements record dans les énergies renouvelables au plan mondial.

En effet en 2011, 257 milliards de dollars américains y ont été investis soit une augmentation de 17% par rapport à 2010 selon un rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. *«Le potentiel de création d'emplois demeure un facteur clé pour les politiques qui*



favorisent une augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique », a déclaré Mohamed El-Ashry, Président du réseau pour les énergies renouvelables au 21^e siècle.

Le message est clair. Pour répondre aux défis du 21^e siècle, les dirigeants africains doivent redéfinir les priorités du continent. Rio +20 pourra on l'espère, y contribuer. Ceci permettra :

- la réduction du CO2 grâce à la substitution du charbon de bois par les énergies renouvelables ;
- la protection de l'environnement contre la déforestation et la surexploitation des ressources naturelles ;
- l'approvisionnement en énergie écologiquement neutre, fiable et à prix abordable ;
- l'installation d'adduction de l'eau et la gestion des déchets ;
- l'émergence de nouveaux modèles d'affaires axés sur l'énergie solaire surtout dans les régions non connectées au réseau électrique ;
- la création d'emplois décents et durables ;
- l'électrification de régions rurales ;
- l'approvisionnement en énergie décentralisée avec ses effets positifs sur la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, l'intégration, la primauté du droit, bref la stabilité politique et économique.

4. Au-delà de Rio+20

Sur un continent où un nombre trop important de dirigeants sont beaucoup plus portés à solliciter une aide extérieure que de trouver des solutions idoines et endogènes pour réduire la pauvreté en passant par la création de valeur ajoutée, il est difficile de croire que tout sera résolu au Brésil. Il faut espérer tout de même que Rio+20 permettra de créer une autre vision d'un développement qui prend en compte la préservation de l'environnement, une réduction du gaspillage et des avancées vers l'accès à l'énergie renouvelable pour tous. C. K.